



# Motion d'orientation pour le congrès du SNESup



*Le SNESup tiendra son congrès national du 3 au 5 juin 2025. La tendance Pour un syndicalisme de combat soumet à tous les travailleurs et aux étudiants sa motion d'orientation. Nous appelons les adhérents du SNESup-FSU ayant un accord global à signer notre texte. Il faut renvoyer, avant le 16 mai, sa signature à l'adresse suivante : [contact@psctendance.fr](mailto:contact@psctendance.fr) Tous les travailleurs et les étudiants sont invités à le contresigner en page 2. Nous tiendrons une assemblée générale (en distanciel) le mercredi 7 mai à 18 heures 30.*

**Ni concertations ni cogestion, préparons la grève générale pour vaincre le gouvernement !**

À la tête de la première puissance du monde, Trump prouve que le capitalisme pourrissant entraîne l'humanité vers la catastrophe environnementale et la barbarie. Partout, montent le protectionnisme et la course aux armements, le complotisme et l'obscurantisme, la restriction des libertés démocratiques et la mise en cause des conquêtes sociales, la désignation de boucs émissaires (étrangers, minorités nationales, minorités religieuses, minorités sexuelles). Cela vaut en France pour le gouvernement Bayrou-Baptiste qui comprend Darmanin et Retailleau et qui survit sous la censure du parti raciste RN.

Officiellement, selon le gaulliste Barnier ou le démocrate-chrétien Bayrou, tout le monde doit se serrer la ceinture. Mais il n'est jamais question de supprimer les exonérations du capital, les aides « aux entreprises » ou les « niches fiscales ». Et « la sécurité », « la justice » et « la défense » ne sont pas concernées par l'austérité budgétaire. Cela ne suffit pas à Macron qui propose le 20 février à tous les partis (dont le PS, le PCF et LFI) de consacrer à l'armée 5 % du PIB au lieu de 2 %.

Par contre, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche est amputé en 2025 de 900 millions d'euros malgré l'inflation. Presque 50 % des étudiants travaillent pour payer leurs études ; plus d'un tiers des étudiants sautent des repas par manque d'argent ; plus de 40 % des étudiantes renoncent à une consultation gynécologique par manque d'argent.

L'État, avec obstination, subordonne la recherche au profit et au militarisme, rogne les statuts, privatise, met en concurrence les universités publiques et les laboratoires de recherche : loi LRU, loi Fioraso, « initiatives d'excellence », « acte 2 de l'autonomie des universités », projet Key Labs...

Le Hcéres, bras armé de la politique gouvernementale via ses évaluations, remet en cause l'existence de plusieurs centaines de formations qui attirent chaque année des milliers de candidatures.

Un résultat est que plus du quart des étudiants sont désormais inscrits dans le privé. Un autre est que les enseignants précaires (170 000 vacataires, 20 000 contractuels...) sont majoritaires (il n'y a que 55 000 enseignants-chercheurs titulaires et 13 000 enseignants titulaires), ce qui permet de diviser les travailleurs et de diminuer les coûts.

Le gouvernement et sa police persécutent les militants qui s'opposent au massacre des Palestiniens. La Cocarde des étudiants fascistes est présente dans 22 universités. L'UNI rassemblant des étudiants RN, LR, Reconquête est aussi à l'offensive.

Dans ce contexte, le « syndicalisme de proposition » (accepter de négocier chaque contre-réforme des gouvernement bourgeois successifs, disperser la combattivité dans des « journées d'action »...) devient un syndicalisme de trahison des intérêts immédiats des travailleurs, un syndicalisme de trahison de l'avenir de la jeunesse.

La FSU s'est associée totalement à l'Intersyndicale qui a accepté de discuter toute l'année 2022 du projet Macron-Borne contre les retraites, puis en 2023 s'est opposée à la grève générale et a fait croire que le Conseil constitutionnel prendrait le parti des travailleurs. Cela a causé une grave défaite sociale et politique, cela a facilité la percée aux législatives de 2024 du parti fascisant.

Aujourd'hui, l'Intersyndicale de l'ESR réclame un « autre budget pour l'ESR » tout comme elle réclamait une « autre LPR », une « autre réforme des retraites ». Qui peut croire que Bayrou va satisfaire nos revendications légitimes, grâce à une « journée d'action » comme celle du 11 février ?

Il faut rompre avec ce gouvernement, l'affronter et le vaincre, s'allier pour cela aux autres travailleurs. Or, la FSU, comme ses partenaires de l'Intersyndicale, reste membre du Conseil économique, social et environnemental et du Conseil d'orientation des retraites. Sa nouvelle secrétaire générale cautionne même le conclave de Bayrou.



